

DES MOTS QUI S'ÉTEIGNENT

À l'ère de la mondialisation, la disparition des langues autochtones soulève des inquiétudes et suscite des efforts de préservation.

Selon les linguistes, la moitié des langues parlées dans le monde risquent de disparaître d'ici le milieu du siècle. Parmi celles-ci figurent de nombreuses langues du Canada.

Au pays, la préservation de dizaines de langues autochtones revêt désormais la même urgence que celle que l'on constatait chez d'autres populations autochtones, de l'Australie à la Nouvelle-Zélande, en passant par Taïwan.

« Certains pourraient affirmer qu'un peuple sans langue n'en est plus un », s'inquiète M. Amos Key fils, directeur du département des langues des Premières nations du Woodland Cultural Centre établi près de Brantford, en Ontario. « Je ne veux pas entendre pareille remarque de mon vivant. »

Selon le Recensement de 2001, au Canada, à peine vingt-quatre pour cent des personnes désignées comme des Autochtones sont en mesure de s'exprimer dans la langue d'origine de leur groupe. La majorité de ces locuteurs parlent l'une des trois langues suivantes : le cri, l'ojibway ou l'inuktitut. Il n'est donc pas rare qu'une langue autochtone ne soit connue que d'une poignée d'aînés.

Des soixante à soixante-dix langues autochtones historiques du Canada, environ dix n'existent déjà plus, une douzaine sont en voie de disparaître et tout autant sont en danger.

Membre des Six Nations de la rivière Grand (Sud-Ouest de l'Ontario), M. Key fils raconte qu'à l'école primaire, « il était interdit d'enseigner les langues autochtones ».

La collectivité scientifique est d'avis que de telles campagnes d'assimilation — ajoutées à la diminution de la population autochtone, à l'accroissement de la



La clé du succès est de favoriser un contexte d'apprentissage des langues chez les jeunes autochtones. Voilà le défi.

mobilité, à l'omniprésence de la télévision et des technologies de communication et à l'existence de pressions économiques — pourraient entraîner la disparition, d'ici 2050, de la moitié des six à sept mille langues existant dans le monde. Elle nous met en garde contre les conséquences de ce déclin pour le maintien du savoir, de l'idéologie, de la créativité et du patrimoine des populations touchées ainsi que pour la protection des savoirs spécialisés (p. ex. les techniques de survie et les médecines traditionnelles).

En 2002, le gouvernement du Canada s'est engagé à allouer plus de 160 millions de dollars, sur une période de dix ans, à la préservation des langues et des cultures autochtones, mesure cruciale de l'avis des dirigeants autochtones.

« Il faut que l'État se rende compte qu'il ne s'agit pas d'une perte que pour nous, mais bien pour l'ensemble du pays », déclare M. Ron Ignace, chef du Groupe de travail sur les langues et les cultures autochtones, chargé de recommander des orientations au ministre du Patrimoine canadien.

Chef, jusqu'à l'année dernière, de la Première nation de Skeetchestn (près de Kamloops, en Colombie-Britannique), M. Ignace signale que la communauté internationale examinera le soutien offert par le Canada en matière de langues autochtones. Sa femme, M^{me} Marianne Boelscher Ignace, professeure agrégée au département

d'anthropologie et d'études sur les Premières nations de l'Université Simon Fraser, participe aussi à la discussion.

« La situation critique des langues autochtones est devenue un syndrome international, observe-t-elle. Elle souligne qu'en Nouvelle-Zélande, l'officialisation du maori, il y a environ vingt ans, s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement populaire né de la prise de conscience par les Maoris que leurs enfants ne parlaient plus la langue. »

La stratégie adoptée par la Nouvelle-Zélande consistait notamment à créer des « nids linguistiques » au sein desquels le maori était enseigné aux très jeunes enfants en milieu de garderie.

Même si les principaux groupes autochtones du Canada — Assemblée des Premières Nations, Ralliement national des Métis et Inuit Tapiriit Kanatami — ont mis sur pied des programmes d'immersion similaires, de nombreux enjeux subsistent, tels que la diversité des langues autochtones. En outre, on constate l'existence d'un fossé important dans l'usage; en effet, entre les aînés qui parlent la langue d'origine du groupe et les enfants à qui on l'enseigne se trouvent les adultes de la génération médiane qui, souvent, ne la connaissent même pas. Le taux élevé de mariages mixtes avec des non-Autochtones vient également compliquer la situation.

Des tentatives de préservation se dessinent toutefois. Par exemple,